

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE
A/C.3/32/L.48
5 décembre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
TROISIEME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et programmes du Fonds relatifs au développement économique et social

Australie, Bolivie, Canada, Etats-Unis d'Amérique, Ghana, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan et Thaïlande : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3012 (XXVII), 3014 (XXVII), 3146 (XXVIII), 3278 (XXIX) et 3446 (XXX) dans lesquelles elle lançait des appels pour que des contributions volontaires soient versées au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, et les résolutions 1664 (LII), 1937 (LVIII) et 2004 (LX) du Conseil économique et social dans lesquelles celui-ci a lancé des appels analogues,

Prenant acte avec intérêt de la résolution 2066 (LXII) du Conseil économique et social sur la coordination de l'assistance technique et financière dans les zones de production illicite des matières premières servant à la fabrication de stupéfiants, et de sa résolution 2067 (LXII) sur la limitation de la culture du pavot,

Consciente que de nombreux programmes du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues visant à réduire la culture illicite (la production) des matières premières servant à la fabrication de stupéfiants nécessitent, dans une large mesure, une action visant à favoriser leur développement socio-économique en tant que condition préalable et complément de leurs aspects qui relèvent essentiellement de la lutte contre la drogue et qu'ils aident les gouvernements qui bénéficient de ces programmes, en particulier des programmes multisectoriels par pays à promouvoir le développement économique et social des zones géographiques visées,

Convaincue que ces programmes relatifs à la lutte contre la drogue, qui contribuent au développement économique et social général des zones auxquelles ils s'appliquent, méritent l'appui des gouvernements et des organisations internationales ou multilatérales et des institutions qui s'occupent de l'aide au développement économique et social,

1. Fait sienne la résolution 2066 (LXII) du Conseil économique et social sur la coordination de l'assistance technique et financière dans les zones de production illicite de matières premières servant à la fabrication de stupéfiants ;

2. Renouvelle son appel aux gouvernements pour qu'ils versent des contributions régulières au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues en tenant dûment compte des possibilités de développement économique et social offertes par les programmes de lutte contre les drogues financés par le Fonds ;

3. Prie instamment toutes les organisations internationales ou multilatérales et les institutions qui s'occupent de l'aide au développement économique et social, de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies en offrant un soutien financier pour promouvoir l'exécution de ces programmes de lutte contre les drogues qui comportent des mesures visant au développement économique et social des zones bénéficiant de ces programmes ;

4. Prie le Secrétaire général de porter cette résolution à l'attention de tous les gouvernements et des organisations internationales ou multilatérales ainsi que des institutions qui s'occupent de l'aide au développement économique et social et de les inviter à coopérer de manière qu'elle soit appliquée de la manière la plus satisfaisante possible.
